M. Kilgour: Monsieur le Président, étant donné les opinions exprimées par des députés de tous les partis, vous voudrez peut-être, après la réunion des leaders parlementaires, les convoquer dans votre bureau. Peut-être pourrions-nous envisager la tenue d'un débat d'urgence ce soir, puisque la question semble faire l'unanimité.

M. le Président: Depuis deux jours, cette situation est étudiée à fond. J'ai dit que je n'étais pas prêt cet après-midi à ordonner la tenue d'un débat d'urgence. Je pense avoir été très clair hier en déclarant que je n'excluais pas la tenue de ce débat d'urgence à un autre moment.

Cependant, il semble très probable que les trois leaders parlementaires discuteront de la question. C'est ce que le secrétaire parlementaire, porte-parole du gouvernement, a laissé entendre. D'autres se sont dits prêts à participer à ces discussions.

À mon avis, il ne convient pas que le Président intervienne dans ces discussions. Il faut laisser les leaders parlementaires se parler. Après, nous déciderons ce qu'il convient de faire.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[*Traduction*]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Mazankowski: Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement ainsi que de l'amendement de M. Gray (Windsor-Ouest) (p. 7631).

• (1540)

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, je me réjouis de cette occasion d'intervenir à la Chambre aujourd'hui au sujet des priorités du gouvernement en matière de dépenses et plus particulièrement au sujet de l'amendement proposé par le député de Windsor-Ouest et appuyé par notre chef. Dans l'amendement, on demande à la Chambre de condamner le gouvernement pour avoir failli à la tâche d'apporter un soutien réaliste aux millions de Canadiens victimes du chômage.

Les Canadiens sont en droit de savoir quel emploi le gouvernement compte faire des 160 millions de dollars durement gagnés qu'ils ont contribués à ce budget.

De toute évidence, je trouve que celui-ci laisse beaucoup à désirer. Le moins que je puisse dire, c'est qu'il est très décevant, surtout pour les millions de Canadiens—ils sont 2,5 millions, je crois—qui cherchent un emploi et qui veulent réintégrer le marché du travail.

Le gouvernement a peut-être décidé pour ainsi dire de tenir bon, mais cela ne fait rien pour les Canadiens qui essaient de réintégrer le marché du travail. Les mesures proposées ne sont guère de nature à redonner confiance aux entreprises dans le gouvernement ni dans le pays non plus.

On n'insiste pas sur la formation ou le recyclage ni sur la capacité de former les Canadiens pour les rendre capables d'occuper ces emplois quand et s'ils sont recréés. Il n'existe pas de programme d'adaptation pour les chômeurs canadiens dont le nombre croît rapidement. Il n'y a pas de prévisions à long terme pour aider les Canadiens à être compétitifs dans ce soi-disant climat économique planétaire en mutation.

Certaines des personnes qui sont actuellement au chômage font partie des centaines de milliers de Canadiens qui ont perdu leur emploi à cause de l'Accord de libre-échange. Pourtant, le gouvernement se vante d'aider nos industries créatrices d'emplois, alors qu'il conserve des taux d'intérêt relativement élevés et une politique du dollar fort. Il a créé un climat peu propice à la compétitivité et aux affaires.

Et le domaine de la recherche et du développement qui est d'une importance vitale? C'est un impératif pour tout pays qui veut être concurrentiel à l'échelle planétaire. Le budget n'a, en fait, absolument pas parlé de la formation ni de la recherche et du développement. Les 230 millions de dollards accordés sur cinq ans à ce secteur ne compensent pas les réductions draconiennes que le gouvernement effectue dans ce domaine depuis cinq ans.

La suppression du Conseil des sciences du Canada a vraiment déçu tous les Canadiens qui avaient espéré un appui pour les sciences et la technologie. Le Conseil des sciences du Canada fournissait aussi des renseignements au secteur agricole, surtout dans les régions rurales. Encore une fois, le secteur agricole est atteint.